

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION****Séance du mercredi 11 décembre 2024**

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 19

Date de la convocation : 02 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le onze décembre à quinze heures et une minute, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Madame Mariane LUQUÉ.

Présents :

Madame Catherine BOUTINEAU
Monsieur Patrice BROUHARD
Madame Monique CHARRIER
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON
Madame Ghislaine JOUANNET
Madame Aude LE BESCOND
Madame Sophie LESORT-PAJOT
Madame Ghislaine Le ROCHELEUIL-BÉGU

Madame Mariane LUQUÉ
Madame Béatrice ORTEGA
Madame Patricia PARIS
Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Michelle PIVETEAU
Monsieur Guy PROTEAU
Monsieur François SERVENT

Absents excusés :

Madame Claude BALLOTEAU pouvoir à Mme Sophie LESORT-PAJOT
Madame Martine FOUGEROUX pouvoir à Mme Catherine BOUTINEAU
Madame Frédérique LIÈVRE pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ
Monsieur Joël PAPINEAU pouvoir à Mme Marie-Thérèse GRANDILLON
Monsieur Alexandre GUICHARD
Madame Karine TOBI
Monsieur Raymond HÉRISSON

Absent :

Madame Clarice CHEVALIER

Secrétaire de séance : Madame Sophie LESORT-PAJOT

Modification du tableau des effectifs***Ressources humaines***

Madame la Vice-présidente expose :

La participation au financement de la protection sociale complémentaire des agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance en cas d'incapacité de travail, d'invalidité ou de décès (principalement la garantie maintien de salaire) devient obligatoire, pour le risque prévoyance, à la date du 1^{er} janvier 2025.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales et EPCI ont le choix entre deux solutions :

- Opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat ou adhéré à un règlement, qui a été labellisé au niveau national (selon un minimum fixé à 7€ brut mensuel) ;
- Opter pour la convention de participation (sélection d'une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation).

Cette délibération sera instruite pour avis au Comité Social Territorial (CST) prévu en février 2025.

Le Conseil d'Administration, lors de la séance du 20 mars 2024, a décidé de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance organisée par le CDG17. Dans l'attente des éléments budgétaires en lien avec ce contrat, il est proposé aux membres du Conseil d'Administration de retenir la procédure de labellisation pour le risque prévoyance, de fixer le montant de participation identique pour tous les agents à 20 € brut par mois et par agent et de verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la collectivité, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.

Il est précisé que la participation de la collectivité ne peut, en aucun cas, être supérieure au coût réel de la cotisation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L. 827-1 et suivants ;

Vu les articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°D2024032003 du Conseil d'Administration en date du 20 mars 2024 relative à la convention de participation CDG17 pour le lancement d'une consultation dans le domaine de la prévoyance ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DÉCIDE

- De retenir la procédure de labellisation pour le risque prévoyance ;
- De fixer un montant de participation identique pour tous les agents à 20 € brut par mois et par agent. Cette participation financière sera versée sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par l'assureur et attestant de la labellisation du contrat souscrit ;
- De verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la collectivité, en position d'activité ou détachés auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité, ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.
- D'inscrire les crédits correspondants au budget ;

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
Sophie LESORT-PAJOT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité.

